

# Zbig Brataniec : "Je suis inquiet pour la France"

Posté le : 25 février 2013 10:51 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
Catégorie: Crise systémique, Europe de l'est, Economie et politique

Il est toujours délicat pour un observateur étranger de s'immiscer dans les débats internes d'un pays ami. En tant que citoyen polonais, puis-je réellement comprendre les subtilités françaises ? Le fait d'être un francophile de toujours et membre de la même Union Européenne m'encourage à m'exprimer, bien que je craignes de n'avoir rien de trop agréable à dire et de ne pas être parfaitement compris.

Vue de Pologne, la France est devenue un pays socialiste. Un de nos Présidents l'avait dit en son temps à J. Chirac avec un peu de provocation. A l'époque, je n'étais pas d'accord. Aujourd'hui je m'inquiète car les ressemblances avec ce que nous avons connu pendant des décennies s'accroissent de jour en jour.

Je vois l'objection : "votre régime était communiste pas socialiste ; il n'y avait pas de liberté ni de démocratie". Elle est traditionnelle en France dès qu'on compare les deux régimes.

La réalité que nous avons vécue est assez différente de l'idée dominante qu'on s'en fait dans les milieux de gauche français. Personne n'employait jamais le mot communiste en Pologne sauf pour qualifier le Parti. Le vocable employé en permanence dans les médias écrits, radiodiffusés et télévisés, ainsi que dans tous les discours politiques, les cours universitaires, les livres et les essais était, exclusivement et inlassablement : **socialisme**. Cela était vrai dans tous les pays colonisés par l'URSS et dans l'URSS elle-même. Nous jouissions, à notre grand avantage selon la propagande, d'un régime pleinement socialiste, grâce au père de la nation soviétique, à qui nous devons notre "libération" et "**l'avènement du socialisme**", prêché par Marx et Engels, rendu possible par Lénine et réalisé par Staline.

Nous étions des élus, car nous vivions dans l'espace du **socialisme réalisé**. On nous le répétait tous les jours. Finies les distinctions de fortune, de religion ou de nationalité. Comme Marx l'avait prévu scientifiquement, la suppression de ces diviseurs de la société permettait enfin de réaliser le rêve d'une humanité unie et apaisée.

Bien sûr, "les forces populaires" veillaient à ce que la bête immonde, pour simplifier, le capitalisme occidental, souvent caricaturé sous l'expression d'impérialisme yankee, ne relève pas la tête qu'on lui avait opportunément coupée en URSS. Mais l'ennemi ne pouvait être qu'à l'extérieur. Même si des imperfections restaient toujours à gommer, notre **système socialiste** était le meilleur et promettait des lendemains qui chantent.

Nous autres Polonais, Tchèques, Roumains, Ukrainiens, sommes souvent ahuris du peu de connaissances des Occidentaux sur ce qui se passait exactement chez nous pendant la **période socialiste**.

A partir du moment où vous acceptiez le système et ne cherchiez pas à le déstabiliser, la vie y était plutôt tranquille. Médiocre mais tranquille. Un espace d'économie privée subsistait aussi bien en ville qu'à la campagne. Bien sûr, rien ne marchait bien. Mais pourquoi ?

Cette question n'est jamais abordée en France par les socialistes. Pour avoir essayé mille fois dans des réunions de stimuler ce débat, la réticence à le mener est toujours la plus forte.

La réponse est pourtant fort simple : **il était impossible de gagner de l'argent, de capitaliser, de placer, d'investir**. Il existait deux mondes : un monde de **privilèges** réservé aux hauts fonctionnaires et aux élites politiques du régime, deux groupes très interpénétrés, qui permettait d'accéder à des biens, y compris immobiliers, et un train de vie qui était hors de portée des autres.

Le reste du pays formait l'immense **marais socialiste**. Les salaires, même ceux des cadres, ne correspondaient pas à grand-chose. S'il n'y avait rien dans les rayons, il n'y avait rien dans les rayons quelque soit le nombre des billets que vous aviez en poche. La corruption régnait certes dans les **régimes socialistes** parce qu'aux étages inférieurs les fonctionnaires étaient paupérisés et que les mafias savaient y faire, alors qu'aux étages supérieurs il fallait valoriser rapidement les places durement acquises. L'histoire du clergé d'avant la Révolution française s'accorde assez bien à ce que nous vivions : une grande masse de prêtres en loques et une haute hiérarchie vivant dans un luxe insensé. La foi, tout le monde s'en fichait, même si elle était affichée avec componction.

L'expression un peu usée "on faisait semblant de travailler et l'Etat faisait semblant de nous payer" est assez juste. A partir du début de l'après midi, la majorité des gens cherchaient à manger en faisant des queues interminables dans des magasins mal approvisionnés. On disait : "les soviets c'est l'électricité et les files d'attente".

Quand on compare la situation de la Pologne d'alors et de la France de ces derniers mois, beaucoup de points de ressemblance frappent.

Première ressemblance : dans les deux cas l'Etat et les hauts fonctionnaires régissent tout à leur avantage et dans le détail.

Seconde ressemblance : Les médias et l'enseignement sont largement verrouillés et instrumentalisés.

Les nouveaux impôts qui ont été mis en place en France interdisent de s'enrichir et ont vocation à liquider le patrimoine des familles disposant d'un capital en l'espace d'une génération. Le Point de cette semaine fait apparaître un graphique très parlant : il faudrait un rendement moyen du capital investi de 9% pour pouvoir le conserver avec les impositions maximales actuelles, alors que le rendement moyen de longue période est de 3%. Le lessivage du patrimoine d'une famille ne demandera pas plus de 10-15 ans. C'est évidemment ce qui explique que les jeunes ne veulent plus s'investir en France. Les socialistes français font par une imposition confiscatoire ce que les socialistes polonais, à la botte de Moscou, ont fait par la force et la collectivisation du capital.

Le résultat est le même : la volonté de partir ; le travail au noir ; les mafias, le désinvestissement, l'absence de croissance etc. Un pays dont les élites ont été exterminées est évidemment dans une pire situation qu'un pays qui n'a perdu que son élite fortunée par confiscation étatique. Le résultat escompté est tout de même très proche.

Dans ces conditions, il n'est plus possible d'avoir une trajectoire personnelle et de participer à des aventures d'entreprises libres et conquérantes, sauf à s'expatrier.

Certains Polonais, enrichis dans les 20 dernières années, ont acheté des biens immobiliers à Paris. Ils commencent à les revendre. C'est un signe qui devrait inquiéter. Ils ne veulent plus payer ce qu'on leur demande désormais de payer en France. Quand ils comprennent ce que les Français entrepreneurs paient comme impôts ils pensent que la France est devenue totalement folle. Aller vers le socialisme, **sans même y avoir été contraint par un puissant et impitoyable voisin**, leur paraît inimaginable.

L'affaire de l'accueil détestable du film Katyn a fait comprendre aux Polonais francophiles que

l'emprise des intellectuels socialistes sur la pensée et les médias français était encore très forte. Ils ont été également alertés par l'affaire de la "lustration", où des politiques et des intellectuels français s'enflammaient contre les autorités polonaises dès lors qu'elles voulaient sanctionner les dirigeants polonais communistes et leurs collaborateurs. Déjà l'affaire d'Auschwitz les avait courroucés. Ils constataient que personne n'avait l'air de savoir en France que ce camp de la mort avait reçu beaucoup de Polonais dans la période allemande et avait été rouvert par Staline qui y avait aussitôt expédié à son tour des milliers de Polonais, ennemis du peuple et de la révolution, qui, pour la plupart y ont trouvé la mort. Leurs tombes sont enfouies et cachées sous des rangées d'arbres, selon la méthode éprouvée employée partout en Union soviétique pour cacher le cadavre des innocents massacrés.

Qui savait et disait que les Communistes avaient fait exécuter des dizaines de milliers de Polonais d'Ukraine et de Biélorussie avant même le pacte germano-soviétique ?

L'histoire enseignée en France et commentée dans les médias est mensongère dans le sens de l'occultation et de la minimisation dès qu'il s'agit de l'Union soviétique. Les Français vivent dans la fiction dès lors qu'on aborde le sujet du socialisme historique tel qu'il a été pratiqué chez nous.

Comme dans la Pologne de l'époque socialiste, les gens qui ne veulent pas du socialisme et qui s'expriment en ce sens sont subtilement étouffés en France. Dans beaucoup de média, s'affirmer contre le socialisme, est considéré comme malséant. Le "bourgeois", comme en Pologne aux temps socialistes, est un coupable permanent : coupable comme colonialiste, coupable comme égoïste anti social, coupable ici, je transpose, comme pétainiste dans l'âme voire antisémite et raciste (on disait Hitlériens hystériques chez nous) , coupable comme catholique, coupable d'absence de sens moral et patriotique etc.

Nous avons entendu toutes ces fariboles à en vomir pendant des décennies.

Comme en France aujourd'hui, c'était un bruit de fond véhiculé par les enseignants, la presse, les politiques, les pseudo-intellectuels. Quiconque regimbe en France contre le socialisme sort de la communion des gens de bien. Ce fait surprend toujours les Polonais en France. En Pologne, la rancune contre l'occupant Russe et le socialisme permettait de **ranger ce prêchi-prêcha au chapitre de la propagande socialiste obscène.**

Il me semble qu'il y a clairement une relation entre la propagande permanente qui se déverse sur les Français et le fait que les fonctionnaires socialistes qui dirigent la France comme ils ont dirigé la Pologne pendant des décennies, se croient aujourd'hui tout permis. La peur d'être classé réactionnaire, bourgeois, fasciste, paralyse la réflexion en France. **L'intimidation socialiste y fonctionne à plein comme elle n'a jamais réussi à le faire en Pologne.**

Pour un Polonais qui s'est sorti de cette horreur, la voir ressurgir en France sans que personne, parmi ses grands intellectuels n'ose réagir, est un cauchemar.

Il sait que lorsqu'on sale son champ on ne le remet en état que très difficilement.

F. Hollande est en train de liquider trois siècles d'entrepreneuriat français. Ce qu'il a mis en place n'est pas une France juste mais une France qui n'aura plus d'entrepreneurs et d'entreprises d'importance dans 10 à 20 ans. Sinon des médiocres cherchant à bénéficier de subventions en concubinage avec l'Etat, le reste de la population vivant dans la débrouille et les combines. Quelques grands groupes, là aussi associés aux princes du régime, pourront exercer sans trop de difficultés.

Notre expérience est qu'il faut fuir au plus tôt ce type de régime. J'espère que l'électeur français saura le voir. Hélas il vit presque majoritairement aux crochets de l'Etat et donc dans la dépendance politique de la dépense publique. De pertes de pouvoir d'achat en longues périodes de chômage il

sera le dindon de la farce.

Le socialisme ne fait pas que démoraliser la population, il l'a ruinée. **Il n'y a pas de bon socialisme.** Tous les peuples d'Europe centrale vous le diront et pas seulement pour des questions de dictature. C'est un régime économique lamentable et impossible.

J'ai toujours été frappé que personne ne remarque en France que si les pays d'Europe centrale avaient continué sur leur lancée capitaliste d'avant guerre, au lieu de sombrer dans le socialisme, les entreprises européennes en général et françaises en particulier auraient eu pendant des décennies des débouchés importants qui leur auraient permis de grandir et de se fortifier très au-delà de ce qu'elles sont aujourd'hui. L'Union des républiques socialistes a été une calamité aussi pour l'Europe de l'Ouest qui doit faire face aujourd'hui à des concurrents mondiaux qui sont devenus plus gros et compétitifs que ses meilleures firmes, presque dans tous les domaines et rapidement,

Si la France opte de son plein gré pour "**un socialisme réel**", alors elle est perdue. Ce ne sera pas une perte seulement pour elle.

Pour avoir suivi les élections présidentielles françaises et tout ce qui se passe en France depuis, je ne vois pas tellement de différence entre le discours de M. Hollande et ceux de nos bien aimés dirigeants de l'époque socialiste. On ment tout le temps. On parle de courage et de patriotisme "à tour de bras". On n'atteint jamais aucun objectif. On lâche constamment des avantages à ceux dont on a besoin. On saque les autres. On joue en permanence avec des boucs émissaires. On n'hésite pas à injurier ceux qui résistent. Mais on exalte la jeunesse, qui sera l'avenir glorieux de l'humanité socialiste. Cela a été notre lot et pensum pendant des décennies.

M. Hollande avait annoncé qu'il inverserait la courbe du chômage en 2013, qu'il reviendrait à 3% de déficit à la date prévue, que les hausses d'impôts ciblées et sauvages, étaient les dernières etc. Tout cela est balayé en rigolant sur un coin de stand au Salon de l'Agriculture. Pendant ce temps là, on soigne les vaches sacrées du régime, comme l'atteste la suppression récente du jour de carence instauré pour mettre fin à l'absentéisme excessif qui sévit un peu partout dans les différentes fonctions publiques.

Ce comportement nous l'avons connu pratiquement en permanence. Jamais un socialiste n'a été capable de tenir un objectif économique. Il sait prendre et détruire. Il ne sait pas créer.

Les Français se sont félicités d'avoir une Constitution qui donne un pouvoir quasi dictatorial au président s'il a la majorité à l'Assemblée nationale. L'arrivée de M. Mitterrand, un vieux briscard de la politique qui a utilisé le socialisme comme marchepied, a abîmé la France mais les politiciens socialistes, soumis à leur "Dieu", n'ont pas osé aller trop loin et il y avait le risque de la cohabitation. En alignant la France sur le néolibéralisme européen, M. Mitterrand donnait un coup de poignard dans le dos des socialistes sectaires. M. Jospin, lui, était dans la dépendance du Président Chirac. Il a dû composer. Aujourd'hui M. Hollande et les socialistes les plus sectaires qui l'entourent, ou l'assiègent comme à l'Assemblée nationale, n'ont rien à craindre sinon de perdre des élections intermédiaires sans grande importance politique. F. Hollande n'a rien à craindre d'un échec électoral en 2017. Il vivra comme un satrape avec sa cour jusqu'à la fin de ses jours. Il peut jouer au "grand socialiste dont on se souviendra" et à qui on vouera un culte, une autre tradition française.

Il a donc les pleins pouvoirs sans autre limite que les réserves du système fédéral européen dans lequel il est inséré ; comme nos dirigeants n'avaient pas d'autres contraintes que les pressions de notre grand "sauveur" russe.

Un socialiste avec les pleins pouvoirs ne sait faire qu'une chose : tenter de briller au Panthéon socialiste quitte à avilir et ruiner son pays.

Alors, oui, je suis inquiet pour la France.

Zbig Brataniec, invité à s'exprimer en son nom propre par le Cercle des Economistes e-toile.